

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et de Traian Basescu, Président de la République de Roumanie, notamment sur les relations franco-roumaines, l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne, et sur les liens entre la Francophonie et le Liban, à Bucarest le 27 septembre 2006.

LE PRÉSIDENT ROUMAIN - Je viens de rencontrer Monsieur le Président Chirac. Ce fut un entretien excellent.

M. le Président Jacques Chirac, je vous invite à présenter les sujets que nous avons abordés ensemble.

LE PRÉSIDENT - C'est un geste d'amitié que de me demander de parler le premier. J'y suis sensible et je vous en remercie. Je voudrais d'abord remercier le Président BASESCU pour un accueil particulièrement chaleureux, un accueil qui vient de l'exceptionnelle qualité des relations humaines entre la Roumanie et la France. Des relations anciennes, profondes, qui sont celles du cœur autant que de l'esprit. L'accueil d'aujourd'hui en est un témoignage supplémentaire. Je voudrais aussi féliciter le Président pour la qualité de l'accueil réservé à l'Organisation internationale de la Francophonie. J'ai vu un certain nombre de nos collègues aujourd'hui, et notamment le Président Abdou DIOUF, qui a souligné la qualité exceptionnelle de l'accueil. Je voudrais remercier les autorités roumaines, naturellement, mais également remercier les habitants de Bucarest, parce que je sais très bien toutes les difficultés que cela entraîne pour eux, notamment pour la circulation. J'ai observé que les habitants de Bucarest nous accueillaient néanmoins avec beaucoup de gentillesse, et avec le sourire. Ce qui est un témoignage supplémentaire des relations d'affection entre les pays de la Francophonie et la Roumanie et entre la Roumanie et la France.

Le troisième point essentiel c'est qu'aujourd'hui même le Président de la Commission européenne a confirmé l'accord de la Commission sur l'entrée, le 1er janvier 2007, comme elle le souhaitait, de la Roumanie dans l'Union européenne. J'ai félicité chaleureusement le Président qui a eu une part importante dans cette évolution positive. Je m'en suis d'autant plus réjoui que, vous le savez, la France a soutenu l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, dès l'origine. Nous pensions que c'était la place normale et une demande légitime de la Roumanie. C'est, pour nous aussi, une grande satisfaction que de voir que demain, c'est-à-dire au 1er janvier, la Roumanie fera partie intégrante de l'Union européenne. C'est sans aucun doute un moment important dans l'histoire de l'Europe et dans l'histoire de la Roumanie.

Nous avons eu avec le Président BASESCU des entretiens sur l'ensemble des questions bilatérales entre la Roumanie et la France, des questions qui ne posent pas de difficultés particulières. Nos relations économiques et commerciales se développent et se développeront encore plus, notamment en terme d'investissements réciproques, à l'occasion de cette nouvelle adhésion de la Roumanie dans l'Union européenne. Nous avons également évoqué les problèmes

adhesion de la Roumanie dans l'Union européenne. Nous avons également évoqué les problèmes internationaux, les crises internationales au Proche-Orient, en Afghanistan. J'ai écouté avec un intérêt tout particulier l'analyse du Président sur les problèmes que peuvent poser les relations entre la région de la Mer noire et l'Union européenne. Je pense que, de ce point de vue, l'Union européenne aura beaucoup à apprendre de la part des autorités roumaines qui connaissent, qui sont compétentes, pour cette région. Je m'en réjouis. Nous avons également évoqué le problème du Kosovo en soulignant que ce problème devait être traité avec le maximum de respect pour chacune des parties en cause.

Voilà les différents sujets que nous avons évoqués. Je félicite et je remercie encore le Président pour l'accueil du Sommet de la Francophonie, pour son entrée dans l'Union européenne et je lui dis un chaleureux merci pour l'accueil qu'il a bien voulu me réserver.

LE PRESIDENT ROUMAIN - Monsieur le Président je commence par vous réitérer, d'une manière publique : soyez le bienvenu, vous et la délégation qui vous accompagne. Pour nous, votre présence, à Bucarest, au Sommet de la Francophonie, qui nous a permis de nous rencontrer, représente un élément extrêmement important.

Comme vous le disiez avant, nous avons abordé de nombreux sujets d'intérêts communs pour les deux Etats, y compris les questions internationales et régionales. De même nous avons abordé les questions portant sur l'Afghanistan, où les deux pays sont engagés.

En même temps, nous avons évoqué les relations qui seront les nôtres au sein de l'Union européenne. Notre conclusion est qu'à l'intérieur de l'Union européenne, le partenariat entre nos deux pays sera un partenariat très solide. Nos deux états partagent l'ambition de consolider l'Union européenne comme structure d'avenir. Je conclurai en remerciant M. le Président Jacques CHIRAC, en remerciant la France, pour l'appui constant, conséquent, et sans réserve, qu'elle a prêté à la Roumanie, par tradition, mais tout spécialement depuis la Révolution de décembre 89 jusqu'à aujourd'hui. Voilà que le soutien sans réserve de la France pour que la Roumanie devienne membre de l'OTAN et de l'Union européenne est devenu réalité. Nous remercions encore une fois la France de son soutien.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, la Francophonie repose aussi sur des valeurs de solidarité et de générosité. Vous avez vu le film « Indigènes » qui apparemment vous a touché. Est ce que c'est ce film qui vous a décidé d'aligner, de réaligner, les pensions des anciens combattants d'Afrique du Nord et de Maghreb sur les pensions des Anciens combattants français ?

LE PRESIDENT - Il y a déjà un certain temps que je souhaitais régler ce problème. Vous vous souviendrez qu'en 2002, j'ai demandé au Premier ministre de l'époque, M. RAFFARIN, de rompre avec quarante ans de tradition pour faire un premier pas substantiel dans la revalorisation des pensions de l'ensemble des militaires qui avaient combattu et qui étaient membres de l'ancien Empire français. Tout naturellement, j'ai souhaité, depuis un certain temps, qu'on poursuive sur cette voie et que l'on rende justice, en quelque sorte, à ces militaires. Il n'est pas inexact de dire, qu'ayant eu le privilège de voir avant sa sortie le film « indigènes », j'ai été particulièrement touché, c'est vrai, par ce qu'il exprimait, et la façon dont il l'exprimait. Cela m'a conduit à accélérer et à annoncer un certain nombre de mesures qui sont légitimes, qui étaient souhaitées par beaucoup, notamment dans la communauté militaire, et qui étaient, à juste titre, revendiquées par les anciens militaires qui avaient combattu à nos côtés pour le drapeau français.

C'est un problème purement français, mais c'est un problème d'actualité, et un problème moral.

QUESTION - Monsieur le Président, un des sujets du Sommet de la Francophonie qui s'ouvre demain sera la reconstruction du Liban. Est-ce qu'il valait mieux se passer de la présence du pays concerné plutôt que d'inviter le Président LAHOUD ?

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord dire que ce n'est pas précisément à moi que cette question devrait être adressée. C'est au Président et au Secrétaire général de la Francophonie, M. ABOU DIOUF, qui l'un comme l'autre, d'ailleurs, n'ont pas pris une position à l'égard du Liban. Ils ont simplement pris une position conforme aux délibérations de l'Organisation des Nations unies, ce qui est tout de même la moindre des choses.

LE PRESIDENT ROUMAIN - Je souhaiterais préciser que l'invitation transmise au Premier ministre du gouvernement du Liban a été une décision que nous avons prise. J'estime que ce fut une décision correcte fondée sur les suspicions qui figurent dans le rapport sur l'incident visant la mort de l'ancien Premier ministre HARIRI. J'assume la responsabilité d'avoir invité le Premier ministre du Liban.

QUESTION - La Bulgarie, la Roumanie vont donc adhérer à l'Union européenne le 1er janvier prochain alors qu'elles ne remplissent pas tous les critères demandés. Pensez-vous, M. le Président Jacques CHIRAC, que ce sont des signaux envoyés aux Eurosceptiques et faut-il s'attendre à une vague d'immigration de la Roumanie vers la France ?

LE PRESIDENT - Toutes les adhésions ont comporté des réserves de la Commission sur tels ou tels points. C'est le cas de la Roumanie, c'est le cas plus encore de Bulgarie, mais ça a été le cas chaque fois. Il est tout à fait légitime que la commission dise que l'acquis Communautaire doit être respecté dans le détail, et que pour être respecté il faut faire tels ou tels efforts supplémentaires. C'est une réaction normale de la Commission et il est tout à fait légitime qu'elle l'ait fait. La Roumanie, de même que la Bulgarie, doivent tenir le plus grand compte de ce qui a été ainsi proposé.

Quant aux Eurosceptiques en France, ils ne sont pas nombreux. Le Parlement s'est prononcé. Vous savez que l'Assemblée Nationale a voté pour l'adhésion de la Roumanie, à l'unanimité, ce qui, la France étant ce qu'elle est, est un phénomène d'unité nationale assez rare pour être souligné.

LE PRESIDENT ROUMAIN - La Roumanie n'est pas un pays parfait. Il était naturel que, dans le rapport de la Commission, rapport qui a été très exigeant, apparaissent certaines observations. Il est essentiel, de notre point de vue, que la Roumanie respecte intégralement les critères politiques. Et qu'aucun chapitre, que visait l'application de la clause de sauvegarde sectorielle, n'ait fait l'objet d'une dérogation au regard des performances de la Roumanie. Le fait que nous devons convaincre, consolider l'image qu'en Roumanie on lutte efficacement contre la corruption est, à mon avis, une chose, qu'à juste titre, la commission a mentionné dans le rapport, puisque nous devons démontrer que nous luttons contre la corruption, non seulement maintenant, mais que ce processus doit rendre plus efficace les institutions qui luttent contre la corruption. C'est un processus irréversible.

Tout comme nous avons des observations portant sur le fonctionnement des agences des pays membres. Je vous assure que nous allons continuer nos efforts afin d'atteindre un niveau supérieur à tous les objectifs que nous avons assumés par le traité d'adhésion. Et je souhaiterais que vous sachiez que la Roumanie est l'un des pays qui comprend parfaitement que son intégration dans l'Union européenne est le début d'un parcours assez long, dont l'objectif est l'intégration dans l'Union européenne. Parce que nous faisons une différence claire entre l'entrée, et l'intégration plénière dans l'Union européenne.

Je ne voulais pas être trop long dans ma réponse. Mais je vous assure de tout le sérieux du pouvoir politique à Bucarest. Les Roumains comprennent que nous avons encore à parcourir à un long chemin. Nous pouvons devenir de très bons Européens, si notre pays devient très performant. Et nous deviendrons un pays très performant. Je vous l'assure.

QUESTION - Puis-je revenir au Sommet de la Francophonie ? Et au Liban, un dossier sur lequel vous vous êtes beaucoup mobilisé. A quel point la Francophonie doit-elle miser sur sa dimension politique sur ce dossier ?

LE PRESIDENT - J'ai assisté tout à l'heure à la réunion des maires francophones. C'est une association que j'ai créée, il y a longtemps, et qui s'est considérablement développée. J'ai été tout à fait frappé par les propos qui ont été tenus à la fois par le maire de Bucarest, par le maire de Paris, qui est le Président actuel de l'association, et par le Secrétaire général de la Francophonie, le Président Abdou DIOUF, en ce qui concerne le Liban. C'étaient des propos de solidarité, je dirais, sans réserve, et qui exprimaient la volonté unanime de tous les acteurs de la Francophonie. Je suis sûr que demain, au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement, ce sera la même chose. La volonté d'apporter une aide morale et matérielle aussi forte que possible pour la

reconstruction du Liban, qui a été dévasté, une fois de plus, de façon profondément injuste. Nous aurons demain à nouveau à parler de ces questions. Mais je voudrais simplement noter cette unanimité de soutien qui a été celle de la Francophonie en ce qui concerne le Liban. J'ajoute que notre Secrétaire général, le Président Abdou DIOUF, a beaucoup agi pendant toute cette période pour faire entendre la voix de la solidarité, du respect des autres, et du soutien au Liban.

QUESTION - Monsieur le Président, je voudrais savoir si vous avez abordé le futur de la relation entre la Roumanie et la Francophonie et si la Roumanie peut atteindre la performance économique dont le Président BASESCU parlait ? Quel est le futur des relations économiques entre la France et la Roumanie ?

LE PRESIDENT ROUMAIN - C'est une question compliquée de présenter le futur des relations économiques dans une conférence de presse. Ce que je peux vous dire avec certitude, c'est que la France par les investissements qu'elle a fait en Roumanie, est le troisième investisseur s'agissant du volume des investissements. Et je voudrais vous rappeler les usines d'automobiles de Pitesti qui ont réussi à générer une vraie explosion sur le marché avec les investissements de la compagnie Renault. Il y a d'autres investissements français en Roumanie. Et l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne ne fait qu'accroître le niveau d'attractivité de la Roumanie pour les investisseurs français, comme d'ailleurs pour tout investisseur du monde. Nous sommes convaincus que par les mesures fiscales prises dès 2005, la Roumanie va accroître son attractivité du point de vue des investissements. Je voudrais que vous reteniez que les investissements ne sont pas le fait des gouvernements mais des hommes d'affaires.

LE PRESIDENT - Je partage entièrement le point de vue du Président. Je suis très optimiste sur le développement des investissements de la France en Roumanie, des pays francophones en Roumanie. De même que je suis très optimiste sur les investissements roumains et leur développement en France. Le Président a fait allusion à la réussite de la Logan. C'était quelque chose qui a été très spectaculaire et ce sera le début d'une série de réussites de la même nature. Je le souhaite et je le pense.